



**Doc. 11891**

04 mai 2009

## L'impact de la crise économique et financière sur les femmes

### Proposition de recommandation

déposée par Mme Gisela WURM et d'autres membres de l'Assemblée

---

Cette proposition n'a pas été examinée par l'Assemblée et n'engage que ses signataires

---

La crise économique et financière actuelle a des conséquences particulièrement graves pour les femmes, même en Europe. Malheureusement, cet aspect de la crise n'a pas encore reçu l'attention qu'il mérite de la part de l'Assemblée parlementaire, du Comité des Ministres et des Etats membres du Conseil de l'Europe.

Avant la crise déjà, on estimait qu'en moyenne les femmes européennes étaient plus pauvres que les hommes et moins nombreuses à avoir un emploi rémunéré, qu'elles gagnaient moins et qu'elles travaillaient plus souvent à temps partiel (pas nécessairement parce qu'elles l'avaient choisi). Il reste cependant à mener des études pour évaluer l'impact réel de la crise économique et financière actuelle sur les femmes en Europe, mais il est à craindre qu'elle ne rende l'emploi féminin encore plus précaire.

On se préoccupe beaucoup du secteur du bâtiment et de l'industrie automobile, qui emploient surtout des hommes, mais nettement moins du commerce de détail, des services et du tourisme, secteurs qui emploient plus de femmes et qui sont tout aussi durement frappés par la crise. Ainsi que l'a fort justement fait remarquer le Lobby européen des femmes, il est urgent d'intégrer une dimension de genre dans l'analyse de l'impact de la récession économique et dans la manière d'y faire face, lors de l'élaboration des plans européens et internationaux de relance économique.

Les femmes n'ont pas à payer pour les erreurs des hommes. La crise financière qui a provoqué la récession est bien l'œuvre des hommes; les décisions concernant les réponses à donner aux niveaux national et international (certaines peuvent se révéler efficaces et d'autres, inadaptées, mais aucune ne tient compte de la dimension de genre) sont aussi prises essentiellement par des hommes. Il est grand temps que les femmes soient pleinement associées aux processus décisionnels, dans les domaines politique, économique et financier.

L'Assemblée recommande donc au Comité des Ministres de prendre les mesures nécessaires pour que les Etats membres mettent en œuvre sans tarder, de manière exhaustive et appropriée, ses recommandations et les résolutions de l'Assemblée concernant l'égalité de participation des femmes et des hommes à la prise de décisions, l'approche intégrée de l'égalité entre les femmes et les hommes et l'intégration d'une perspective de genre dans le processus budgétaire.

*Signé (voir au verso)*



*Signé*<sup>1</sup>:

WURM Gisela, Autriche, SOC  
ANGHEL Florin Serghei, Roumanie, PPE/DC  
AUSTIN John, Royaume-Uni  
CIRCENE Ingrida, Lettonie, PPE/DC  
ČURDOVÁ Anna, République tchèque  
GAJDŮŠKOVÁ Alena, République tchèque, SOC  
GALE Anita, Royaume-Uni  
KOVÁCS Elvira, Serbie, PPE/DC  
MALIĆ Mirjana, Bosnie-Herzégovine, SOC  
PAPADOPOULOS Antigoni, Chypre  
RUPPRECHT Marlene, Allemagne, SOC  
SMET Miet, Belgique  
STUMP Doris, Suisse, SOC  
ZERNOVSKI Andrej, "L'ex-République yougoslave de Macédoine", ADLE

---

1. ADLE: Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe  
PPE/DC: Groupe du Parti populaire européen  
SOC: Groupe socialiste